

À la fin de 1980, de façon cohérente avec ces mesures, le rythme des dépenses en travaux publics a pu retrouver sa croissance. Cependant, le budget de 1981-1982 était plus restrictif que celui de l'année financière précédente et avait pour objectif de réduire le déficit d'environ 2 trillions de yens. On prévoit que les nouvelles mesures fiscales, avec entre autres une augmentation de 2 % de l'impôt sur les revenus des sociétés, devraient augmenter les revenus en impôt de 4 à 5 %. Le seul poste à enregistrer une augmentation sensible dans le budget de 1982-1983 est celui des dépenses de défense.

#### 4. Politique commerciale

La politique commerciale japonaise actuelle reflète, dans une large mesure, la nature et les besoins de l'ensemble de la croissance économique intérieure au Japon: une population importante, homogène et laborieuse; un pays avec une dépendance quasi-complète en énergie et en matières premières importées; des secteurs public et privé qui ont compris que le commerce extérieur est essentiel à la survie et à la croissance économiques. Le Japon a, depuis le début des années 60, et dans un effort pour accroître sa part des marchés mondiaux, accéléré son programme de promotion des exportations. Les preneurs de décisions du gouvernement japonais et du secteur privé ont toujours coopéré pour atteindre des buts de commercialisation à l'étranger à long terme. Dans le cadre de cet effort, le gouvernement japonais a incité l'industrie à procéder à des modifications structurelles importantes et souvent rapides. Au cours de la première moitié de la décennie 60, les industries utilisant beaucoup de main-d'oeuvre, comme le textile, ont été éliminées. On a procédé à des investissements massifs dans les industries faisant appel à beaucoup de capital comme l'acier, la construction navale et l'industrie chimique. Les coûts des salaires ont diminué et l'industrie a réussi à suivre les déplacements de la demande du commerce mondial, les exportations japonaises atteignant ainsi un niveau de concurrence internationale élevé.

Le document intitulé "The Vision of MITI Policies in the 1980s" ("La vision des politiques du MITI pour les années 80"), préparé par le Conseil sur la structure industrielle, s'abreuve à la même philosophie de base, en mettant l'accent sur le rôle que les nouvelles entreprises prometteuses doivent jouer pour que les marchés extérieurs japonais connaissent la croissance. La politique actuelle d'ajustement doit cependant tenir compte de secteurs d'activités dont l'avenir est limité ou promis au déclin, comme l'aluminium ou la pétrochimie. Ces industries, à l'exception de l'agriculture, sont l'objet de plus en plus d'attention. Dans le cadre de sa politique d'aide à l'amélioration de l'efficacité dans les entreprises les moins